

BILANS DES ACTIVITES 2025 RJDC

MOT DU PRÉSIDENT

Chers partenaires,

Chers membres du Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire (RJDC),

Chers lecteurs,

À l'entame de ce rapport annuel 2025, je tiens à adresser, au nom de l'ensemble du bureau national du RJDC, nos meilleurs vœux de paix, de prospérité et de développement durable à la commune de Cocody, espace stratégique d'engagement citoyen et de mobilisation de la jeunesse, au district Autonome d'Abidjan, de la côte d'Ivoire et du monde entier.

L'année 2025 a été pour le RJDC Côte d'Ivoire une année de consolidation, de montée en puissance institutionnelle et de renforcement de notre rôle d'acteur crédible du développement communautaire, de la justice climatique et de la gouvernance inclusive.

À travers des activités de sensibilisation, de formation, de plaidoyer, de restitution et de participation à des cadres nationaux et internationaux, le RJDC a poursuivi sa mission : former, mobiliser et accompagner les jeunes et les communautés pour un développement durable, équitable et inclusif.

Je remercie chaleureusement nos partenaires institutionnels, techniques et financiers, ainsi que tous les membres du RJDC, dont l'engagement bénévole et responsable a permis la réalisation de ces actions.

Que ce rapport soit le témoignage de notre détermination collective à bâtir une Côte d'Ivoire plus juste, plus verte et plus solidaire.

Le Président du RJDC Côte d'Ivoire

DEDI ROLAND OLIVIER



I. PRÉSENTATION DU RJDC

Le Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire (RJDC) est une organisation de jeunesse engagée dans la promotion :

- du développement durable,
- de la justice climatique,
- de la citoyenneté active,
- de la paix, du genre et protection des vies humaines.
- de la gouvernance participative,
- et de l'autonomisation des jeunes.
- Etc, ...

Le RJDC intervient à travers :

la sensibilisation communautaire, la formation et le renforcement de capacités, le plaidoyer, la mobilisation citoyenne, la participation aux cadres nationaux et internationaux liés aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

II. OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport vise à :

- présenter l'ensemble des activités réalisées en 2025 ;
- rendre compte des résultats obtenus et impacts générés ;
- renforcer la redevabilité et la transparence ;
- capitaliser les expériences pour améliorer les interventions futures.

III. MÉTHODOLOGIE

Les informations contenues dans ce rapport proviennent :

des comptes rendus d'activités, des rapports de réunions, des restitutions de formations et sommets, des communications officielles du RJDC, des témoignages des membres et partenaires.

Les activités sont présentées de manière chronologique et thématique.

CONTRIBUTION DU FOND VERT POUR LE CLIMAT (FVC) A L'INITIATIVE MONDIALE SUR LES OBLIGATIONS VERTES

LE JEUDI 16 JANVIER 2025 À L'HÔTEL SILVER MOON, SITUÉ À ANGRÉ, 7E TRANCHE.

Le changement climatique provoque une augmentation et une variabilité accrues des températures, une élévation du niveau de la mer, des sécheresses, des inondations et des tempêtes plus violentes.

Ces phénomènes entraînent des dommages aux infrastructures, une perte de biodiversité et une diminution des moyens de subsistance.

L'impact croissant du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes a également des répercussions négatives sur les finances publiques, pouvant déclencher des instabilités économiques et des chocs politiques.

Bien que l'Afrique et les Pays les Moins Avancés (PMA) soient les plus touchés par le changement climatique, ces régions disposent de moyens limités pour accéder au financement climatique, en particulier pour les initiatives d'adaptation. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire s'engage activement pour accélérer l'accès à ces financements climatiques.

Ainsi, parmi les outils de mobilisation de la finance climatique, le sujet des obligations vertes et de la dette durable a été au cœur d'un atelier de mobilisation et d'engagement des parties prenantes. Cet événement s'est tenu le jeudi 16 janvier 2025 à l'hôtel Silver Moon, situé à Angré, 7e Tranche.

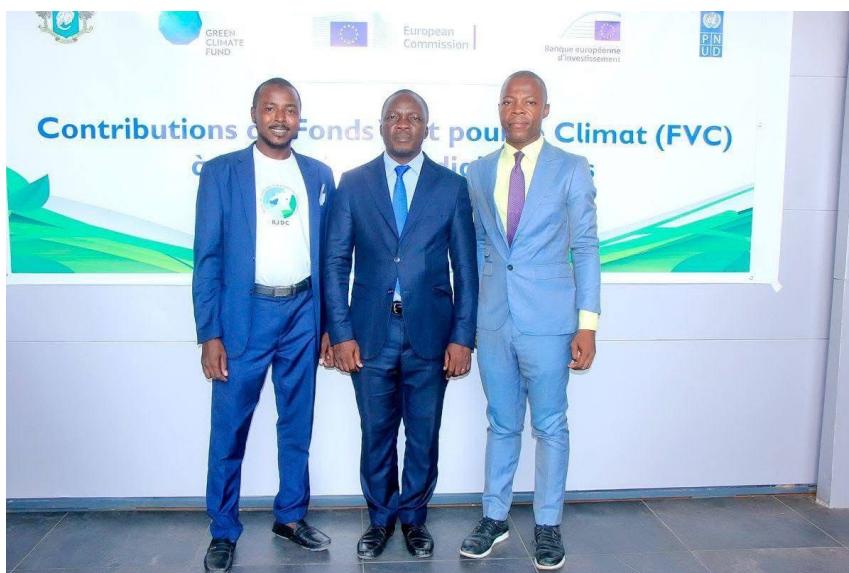
Le Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire, représenté par M. Tchiei Kuisson Alexis, chargé des finances, et M. Youssouf Cheriffou, secrétaire adjoint, a participé à cette consultation nationale. Celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'initiative globale du Fonds Vert pour le Climat, consacrée aux obligations vertes et à la dette durable. 

Organisé par le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique (MINEDDETE), en collaboration avec le Fonds Vert pour le Climat, l'Union Européenne, la Banque Européenne d'Investissement et le PNUD, l'atelier visait plusieurs objectifs :

- Établir un consensus national sur la formulation du programme « Obligations vertes et dettes durables » pour la Côte d'Ivoire.

- Favoriser l'engagement des parties prenantes dans le processus.
- Présenter les opportunités de mobilisation de ressources offertes par ce programme.

L'objectif principal de cette consultation était de garantir un consensus entre toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, et de créer une cartographie des acteurs et des initiatives similaires en cours ou à venir. En répondant à l'invitation du MINEDDTE, le Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire réaffirme son engagement et sa détermination à soutenir les actions du Gouvernement en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. 🌱



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ TERRAIN – VISITE À LA BIBLIOTHÈQUE BIBLIOBULLE DE MARCORY

DATE : JEUDI 17 AVRIL 2025

Lieu : École Primaire Publique (EPP) Mea Kouadio, Marcory

1. Contexte et objectif de la visite

Dans le cadre de ses activités de promotion du développement communautaire, le Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire (RJDC) Côte d'Ivoire a effectué ce jour une visite terrain à la Bibliothèque BiblioBulle située au sein de l'EPP Mea Kouadio à Marcory. Cette initiative s'inscrit dans notre engagement à appuyer et valoriser toutes actions favorables à l'épanouissement des enfants et à l'éducation communautaire.

2. Découverte de la bibliothèque BiblioBulle

La BiblioBulle est une bibliothèque mobile et interactive qui propose aux enfants de nombreuses activités éducatives et ludiques. Elle favorise l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, propose des jeux éducatifs, des moments de détente, d'évasion et de lecture libre. Les enfants y développent non seulement des compétences scolaires, mais aussi un véritable amour du savoir.

3. Implication du RJDC Côte d'Ivoire

Le RJDC s'est rendu sur le site en une équipe dynamique composée de TCHIEI Kuisson Alexis, Mahamadou Tuo, Echefer Youssouf, Emmanuella et Catherine. Chacun des membres a animé un groupe d'enfants, les accompagnant dans les activités proposées par la BiblioBulle. L'engagement et l'énergie de nos membres ont été salués tant par les enfants que par les responsables du lieu.

4. Observations et ressentis

Nous avons constaté avec émotion la joie, l'enthousiasme et l'émerveillement sur les visages des enfants. Le cadre était accueillant, et les activités étaient encadrées par deux expatriés français ainsi que Sarah, une bénévole très investie qui a su animer les ateliers avec passion et professionnalisme.

5. Perspectives de collaboration

Convaincu de l'impact positif de la BiblioBulle, le RJDC Côte d'Ivoire envisage une collaboration durable avec cette initiative afin de renforcer son action communautaire et éducative. Nous encourageons également toute personne intéressée à rejoindre l'équipe de bénévoles.



COMPTE RENDU DE LA SENSIBILISATION SUR LA POLLUTION PLASTIQUE

DATE : SAMEDI 26 AVRIL 2025

LIEU : BOULEVARD LAGUNAIRE, PLATEAU – ABIDJAN

Heure : 08h00 à 12h00

1. Introduction

Le samedi 26 avril 2025, une grande opération de sensibilisation sur la pollution plastique s'est tenue sur le boulevard lagunaire du Plateau. L'événement a rassemblé des participants issus de plusieurs organisations, notamment le Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire (RJDC), U-Report Côte d'Ivoire, BLUE Côte d'Ivoire, entre autres.

2. Objectif

L'objectif principal de cette activité était de sensibiliser les communautés locales aux impacts environnementaux néfastes de la pollution plastique, tout en encourageant des comportements écoresponsables.

3. Déroulement de l'Activité

Dans une ambiance chaleureuse et dynamique, marquée par des chants, des danses et de nombreux échanges, les bénévoles ont mené des sessions de sensibilisation directe auprès des passants.

Un moment fort de l'événement a été la formation d'une chaîne humaine autour du boulevard lagunaire, symbolisant l'unité et l'engagement collectif en faveur de la protection de notre environnement.

4. Messages Clés Portés

Non à la pollution plastique en Côte d'Ivoire !

Non à la pollution de notre planète !

La rue n'est pas une poubelle !

Ces messages ont été relayés à travers des slogans, des pancartes, et des animations, pour marquer les esprits et inciter à l'action.

5. Conclusion

La sensibilisation s'est achevée sur une note festive mais résolument engagée. Les participants ont réaffirmé leur volonté de continuer à lutter contre la pollution plastique et à promouvoir une Côte d'Ivoire propre et respectueuse de l'environnement.

Cet événement n'était pas une fin, mais le prolongement de notre engagement collectif pour la préservation de notre planète.



LE JEUDI 9 MAI 2025, NOUS AVONS HONORÉ DE NOTRE PRÉSENCE À LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'AFRICAN WOMEN LEADERS NETWORK (AWLN), TENUE À L'HÔTEL PULLMAN D'ABIDJAN.

À cette occasion, notre secrétaire, Madame @Catherine DAH , ainsi que Madame @ZEINAB Ouattara , assistante chargée de projet, ont représenté avec fierté notre organisation lors de cet événement de haut niveau.

Ce rendez-vous continental a réuni des leaders engagés pour discuter du rôle stratégique des femmes dans la transformation de l'Afrique. Les discussions ont porté sur des thématiques essentielles telles que le leadership féminin, la gouvernance inclusive et l'autonomisation des femmes africaines.

Les tables rondes stratégiques ont permis de dégager des pistes d'actions concrètes, alignées avec les six piliers de l'AWLN, pour renforcer la participation et l'impact des femmes dans les sphères de décision à tous les niveaux.

Nos remerciements les plus sincères à Madame Sefora Kodjo pour son invitation, son leadership éclairé et son engagement indéfectible en faveur de la promotion des femmes leaders africaines Engagés pour un avenir durable et équitable la participation du Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire à cette conférence reflète notre détermination à promouvoir le leadership féminin dans la lutte contre le changement climatique.

Nous croyons fermement que les femmes doivent être au cœur des solutions durables pour l'avenir du continent africain.

Le Réseau reste pleinement mobilisé pour faire entendre la voix des femmes dans les transitions climatiques, économiques et politiques.





**CE SAMEDI 24 MAI 2025 S'EST TENUE NOTRE ACTIVITÉ DE SENSIBILISATION,
CENTRÉE SUR DEUX THÈMES MAJEURS :**

- LA JUSTICE CLIMATIQUE**
- L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE**

Nous avons eu l'honneur d'échanger autour de ces sujets avec des participants venus spécialement pour l'occasion, des membres du RJDC, ainsi que deux panelistes qui ont partagé leurs expériences et connaissances.

2. Déroulement

Intervention du premier paneliste (M. Tchiei kuisson Alexis) : La justice climatique

M. Tchiei kuisson Alexis a abordé la question de la justice climatique, un enjeu plus que jamais d'actualité. Il a expliqué pourquoi, en tant qu'activistes des ODD (notamment l'ODD 13), nous revendiquons une justice climatique.

Parmi les points clés de son intervention :

- Les causes du dérèglement climatique: déforestation, activités humaines polluantes, émissions massives de gaz à effet de serre.
- Une responsabilité inégale: Les pays développés (du Nord) sont les principaux émetteurs, tandis que les pays en développement (du Sud) subissent les conséquences les plus graves.
- La nécessité de financements: Pour faire face aux changements climatiques, les pays du Sud ont besoin de soutien financier. Le gouvernement ivoirien estime qu'un budget de plus de 200 milliards serait nécessaire.

M. Tchiei kuisson Alexis a également souligné que, même si la pollution est inégalement répartie, nous devons agir dès maintenant pour préserver notre environnement. Il a encouragé :

- Le reboisement
- La lutte contre la pollution
- La promotion des 17 ODD

Son intervention s'est conclue sur un appel à l'action collective pour le bien des générations actuelles et futures.

Intervention du deuxième paneliste (M. Yao) : L'entrepreneuriat agricole

M. Yao a ensuite pris la parole pour parler d'entrepreneuriat agricole, un secteur crucial mais souvent perçu comme complexe.

Définition et enjeux:

- L'entrepreneuriat agricole consiste à créer une activité visant à résoudre un problème tout en générant des profits.
- Ce domaine reste peu attractif en raison des méthodes archaïques et du manque de moyens.

Opportunités et financements:

- Il est possible de se lancer dans l'agriculture urbaine ou à petite échelle, même avec un budget limité (ex. : 25 millions FCFA).
- Plusieurs structures offrent des financements :

 - Nationales: FIDA
 - Internationales : GIZ, BAD, Ambassade des Pays-Bas

- Problème : Le manque de communication de l'État sur ces opportunités.

M. Yao a également partagé des réseaux utiles pour accéder aux financements et s'est engagé à aider les jeunes porteurs de projets. Il a conseillé de se regrouper en coopératives pour maximiser les chances de succès.

3. Clôture

Après ces riches échanges, les membres du bureau du RJDC – notamment Mlle Emmanuella Coulibaly, M. Gousmane et M. Tchiei kuisson Alexis– ont présenté l'organisation, ses missions et ses objectifs.

La séance s'est achevée par :

- Une photo de famille pour immortaliser l'événement
- Un repas convivial ,parce qu'en Afrique, toute réussite se célèbre autour d'un bon repas !

Secrétaire général

Cordialement Catherine DAH





ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BAD CE 27 MAI 2025 , UN ÉVÉNEMENT DE HAUT NIVEAU DONT LE THÈME ÉTAIT : « TIRER LE MEILLEUR PARTI DU CAPITAL DE L'AFRIQUE POUR FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT »

À cette occasion, le Dr Akinwumi Adesina, Président de la Banque Africaine de Développement (BAD), a présenté le bilan de ses actions durant ses deux mandats à la tête de l'institution. Son premier mandat a débuté le 28 mai 2015 et après sa réélection en 2020, son leadership s'achèvera ce jeudi 29 mai 2025, date à laquelle il passera le flambeau à son successeur.

Principales réalisations de la BAD sous sa direction :

- Projets de développement mis en œuvre dans tous les pays africains, impactant 565 millions de personnes
- 28 millions de personnes ont eu accès à l'électricité.
- 103 millions de personnes ont bénéficié d'une sécurité alimentaire renforcée.
- 128 millions de personnes ont accédé à des services de santé améliorés.
- 102 milliards de dollars ont été mobilisés pour soutenir le développement de l'Afrique.

Focus sur des projets phares :

- En Côte d'Ivoire , l'appui financier de la BAD aux infrastructures a augmenté de 500 % en 10 ans : passant de 2,3 milliards d'euros (1964-2014) à 3,6 milliards d'euros (2015-2025).
- En Tanzanie ,la BAD a soutenu un projet ferroviaire à hauteur de 3,2 milliards de dollars.
- Le corridor de Lagos a bénéficié d'un financement de 15 milliards de dollars.

Grâce à ces performances, la BAD a été classée meilleure institution financière multilatérale au monde par Global Finance.

Discours de clôture et panel

À la fin de son allocution, le Dr Adesina a remercié son équipe, son épouse Grace, le Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, ainsi que tous les chefs d'État présents.

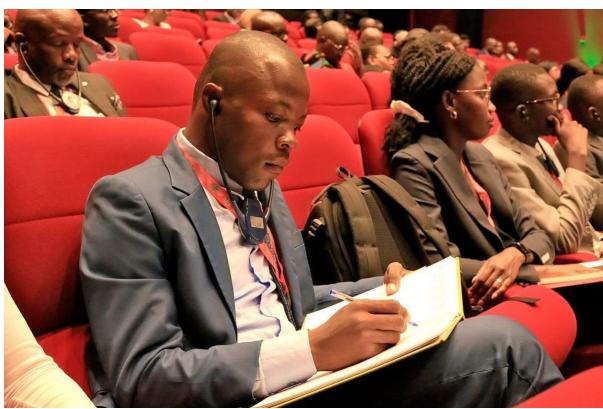
Son Excellence le Président Ouattara a ensuite prononcé un discours saluant les exploits de la BAD et son rôle clé dans le développement du continent.

La conférence s'est achevée par un panel de haut niveau sur le thème central, réaffirmant l'importance de valoriser le capital africain pour une croissance inclusive.

Retour d'expérience

Participation extrêmement enrichissante des membres du réseau , MR Alexis Tchiei Kuisson , Catherine DAH, Ouattara Zeinab, cet événement nous a offert une valeur ajoutée inestimable et l'opportunité d'échanger avec des personnalités influentes afin de porter plus haut la voix du peuple concernant le développement africain.





**JOURNÉE MONDIALE D'ACTION SUR LES FINANCES
DU 27 AU 29 JUIN
PAYEZ MAINTENANT ! ANNULEZ LA DETTE !
CHANGEZ LE SYSTÈME !**

Le monde est confronté à de multiples crises qui se chevauchent et s'intensifient — effondrement climatique, pauvreté croissante, inégalités grandissantes, fardeaux écrasants de la dette et réduction des espaces démocratiques. Nous faisons face à deux défis fondamentaux et interconnectés :

Mobiliser d'urgence les ressources financières nécessaires à l'échelle et à la vitesse nécessaires, , de manière juste, équitable et responsable — non seulement pour survivre aux crises multiples, mais pour construire un monde nouveau et meilleur.

Effectuer des changements profonds dans le système financier international, non seulement pour mobiliser des ressources, mais pour arrêter l'hémorragie énorme et continue de richesses et de ressources naturelles du Sud global vers le Nord global. Si cela ne cesse pas, la mobilisation de financements pour le Sud n'aura que peu d'impact.

Plus que jamais, notre solidarité et notre action collective sont nécessaires. Ce monde est à nous ! Nous devons intensifier nos luttes pour le reprendre, défendre nos droits, nous lever pour la justice et changer le système afin que les besoins, les intérêts, les droits et les aspirations des peuples du monde entier prennent sur les profits des entreprises et les excès des élites.

Payez !

Depuis le début de l'industrialisation, le Nord global s'est enrichi aux dépens de la planète et de ses peuples. Aujourd'hui, ces pays poursuivent sur cette voie destructrice. Le Nord doit au Sud une immense dette historique, sociale et économique issue de siècles d'extraction, d'exploitation et d'oppression coloniale et postcoloniale. Une partie de cette dette est la dette climatique, due à la part massive du Nord dans les émissions historiques cumulées de gaz à effet de serre qui alimentent la crise climatique.

Les élites mondiales et les multinationales ont bâti leurs vastes fortunes en accaparant les ressources et en exploitant les travailleurs, les paysannes, les femmes et les communautés. Elles ont pillé les biens communs de la Terre, pollué les écosystèmes et tiré profit de la dépossession et de la souffrance de milliards de personnes.

Nous exigeons des RÉPARATIONS pour ces torts historiques et actuels. Les réparations comprennent :

1. L'accomplissement par les pays du Nord de leur obligation de fournir un financement climatique au Sud global! Le financement climatique doit être public, nouveau et additionnel, et ne pas créer de dette supplémentaire! Les pays riches du Nord ont l'obligation de fournir un financement climatique public, suffisant et non générateur de dette au Sud. Cette obligation est clairement stipulée dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), à laquelle ils sont légalement liés. Elle repose sur leur responsabilité historique dans la crise climatique, en raison de leurs émissions excessives, accumulées et croissantes de gaz à effet de serre. En 2021, les pays du Nord étaient responsables de plus de la moitié des émissions historiques mondiales, alors qu'ils ne représentaient que 12 % de la population mondiale. Et les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables de près de la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre.

Malgré cette obligation historique, éthique et légale, les gouvernements du Nord global continuent de refuser de payer, tout en donnant des leçons au Sud global sur l'ambition climatique. Ils prétendent manquer de fonds publics, alors qu'ils allouent des milliards, voire des milliers de milliards, aux combustibles fossiles et aux budgets militaires. Ce refus de financer l'action climatique a permis à la crise de se poursuivre sans relâche, laissant les pays du Sud global affronter seuls les impacts, malgré leur faible responsabilité.

Le financement climatique doit couvrir l'adaptation, l'atténuation, les pertes et dommages, ainsi qu'une transition juste. Les besoins en financement climatique sont actuellement estimés à au moins 5 000 milliards de dollars américains par an (USD 5 Trillion). Les populations et communautés en première ligne doivent non seulement en bénéficier, mais aussi jouer un rôle central dans la conception et la mise en œuvre des réponses climatiques. Le financement climatique doit être acheminé par des mécanismes démocratiques et transparents, et non par les banques multilatérales de

développement ni d'autres institutions non démocratiques dirigées par le Nord global.

2. Taxation de la richesse excessive, des profits abusifs et entreprises socialement et écologiquement nuisibles

Les réparations impliquent des transferts massifs de ressources de ceux qui ont causé le préjudice vers ceux qui en subissent encore les conséquences. La taxation est l'un des outils les plus directs, transparents et équitables pour y parvenir. Taxer la richesse excessive et entreprises socialement et écologiquement nuisibles est une question de justice redistributive autant que de financement.

Il a été prouvé que les gouvernements du Nord peuvent lever des milliers de milliards chaque année pour financer l'action climatique et le développement dans le Sud global en imposant leurs élites et les multinationales. Ce n'est pas une question de manque de ressources, mais de volonté politique.

Cependant, ces taxes ne doivent pas être considérées comme une autorisation à poursuivre les préjudices. Elles doivent être accompagnées de changements politiques et structurels visant à mettre fin à l'accumulation excessive de richesse, à la recherche de profits abusifs et aux atteintes sociales et environnementales. Ces changements doivent être facilités et intégrés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale actuellement en cours de négociation.

Annulez la Dette !

La dette publique que le Nord global prélève du Sud global constitue un fardeau accablant pour les pays, les peuples et les communautés. Le service de cette dette impose d'énormes pressions fiscales et représente un obstacle majeur à la réalisation du développement durable, de la justice économique et de l'action climatique. Les pays du Sud global sont contraints de donner la priorité au remboursement de leurs dettes envers les gouvernements riches, les institutions multilatérales et les prêteurs privés — alors même qu'ils peinent à fournir nourriture, eau, soins de santé et logement. Encore et encore, les pays doivent s'endetter simplement pour survivre ou se reconstruire après des catastrophes qu'ils n'ont pas causées. Les créanciers cultivent la dépendance, tandis que le système punit toute tentative de s'en libérer. Les pays du Sud global paient davantage aux créanciers qu'ils ne reçoivent pour le

climat ou le développement. Ils sont piégés dans des cycles sans fin et de plus en plus lourds d'endettement et de remboursement.

Par JUSTICE, nous exigeons :

1. Annulation inconditionnelle des dettes publiques par tous les prêteurs — bilatéraux, multilatéraux et privés — pour tous les pays en besoin

Les ressources libérées par l'annulation de la dette doivent être utilisées pour répondre aux besoins immédiats en soins de santé universels et vitaux, en protection sociale, en éducation, en logement et en autres services essentiels ; assurer la sécurité et le bien-être des personnes et des communautés ; fournir une aide économique et structurelle aux individus, familles et communautés touchés, vulnérables et marginalisés ; entreprendre une action climatique urgente ; et construire des économies équitables, respectueuses des droits humains, promouvant la justice de genre, raciale et écologique, résilientes face au climat et compatibles avec la santé de la planète.

2. Annulation immédiate de toutes les dettes illégitimes contractées par des prêts nuisibles

Ces dettes financières ne sont pas seulement insoutenables — la plupart sont illégitimes. Beaucoup ont été contractées à travers des prêts poussés par l'offre et des pratiques prédatrices, accompagnées de conditionnalités néfastes et/ou n'ayant apporté aucun bénéfice réel aux communautés. Certaines ont même entraîné des déplacements de populations, la dégradation des écosystèmes, et aggravé la crise climatique, notamment celles qui ont financé des projets liés aux énergies fossiles. Ces dettes ont enrichi des élites et des entreprises — tout en imposant des charges durables aux pays.

Les soi-disant dettes publiques du Sud global — aussi nocives soient-elles — sont minimes par rapport à la dette historique, économique, sociale et écologique que le Nord global doit au Sud. Ces dettes ont été accumulées au fil des siècles de colonisation, d'esclavage, d'accaparement des terres, d'extractivisme et de destruction du climat, et elles continuent à s'accroître à travers la domination des systèmes commerciaux, financiers, fiscaux et des ressources naturelles mondiales. Ce ne sont pas des dettes métaphoriques. Elles se mesurent en vies, en travail, en ressources et en écosystèmes.

Changeons le système!

Les sorties nettes de richesses et de ressources du Sud vers le Nord sont ancrées dans des systèmes fiscaux, monétaires, financiers, commerciaux et d'investissement profondément extractivistes et inéquitables. L'hémorragie prend différentes formes : rapatriement des profits, évasion et optimisation fiscale, flux financiers illicites, extraction et pillage des ressources naturelles, paiement de dettes insoutenables et illégitimes, accaparement des terres, exploitation du travail, financiarisation et marchandisation de la nature.

On ne peut pas parler de lever les obstacles financiers sans affronter les racines coloniales et les injustices actuelles du système financier mondial — un système encore dominé par une poignée de nations créancières et d'élites financières. Pour stopper cette hémorragie, mettre fin aux relations économiques injustes entre et au sein des pays, garantir les droits humains et l'égalité de genre, et construire des sociétés justes, durables, équitables et résilientes au climat, nous appelons à une TRANSFORMATION FONDAMENTALE du système financier international et à la démocratisation de la gouvernance économique mondiale. Il faut lutter pour une architecture financière différente — fondée sur la justice, l'équité et les réparations.

1. La finance publique doit montrer la voie

La finance publique — et non le capital privé — doit être le moteur du développement juste, équitable et durable, ainsi que de l'action climatique. Cela signifie augmenter massivement les financements publics sous forme de subventions, sans création de dette, et réinvestir dans des institutions publiques solides capables de mobiliser et de distribuer les ressources de manière équitable et transparente. La finance privée peut jouer un rôle, mais elle ne doit pas et ne peut pas remplacer la finance publique.

Les Etats affirment que les finances publiques sont exsangues, que la finance privée doit prendre le relais. Ils disent que les fonds publics disponibles devraient principalement servir à réduire les risques pour les investisseurs privés, à les inciter et à libérer des milliards venant du secteur privé. Cette approche s'est révélée inefficace et largement surestimée, transformant les droits et les biens publics en opportunités d'investissement. Elle a également réduit le financement climatique à un outil de rendement financier, et non de justice climatique.

2. Changer les règles et les pratiques en matière de prêts et d'endettement. Établir une Convention-cadre multilatérale démocratique et équitable de l'ONU sur la dette.

Le système mondial actuel de prêts et d'endettement est profondément injuste et favorable aux créanciers. Il impose des charges écrasantes au Sud global, où les dettes publiques — souvent illégitimes, insoutenables et nocives — continuent d'être exigées alors que les besoins urgents en matière de santé, d'éducation, de protection sociale et d'action climatique ne sont pas couverts.

Les créanciers puissants — institutions multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale, institutions financières privées, et gouvernements du Nord — définissent unilatéralement les règles d'emprunt, de remboursement et de restructuration, tandis que les pays emprunteurs du Sud ont peu de voix au chapitre. Les initiatives actuelles pour traiter la question de la dette et les évaluations de soutenabilité sont inadéquates voire nuisibles. Elles ignorent les droits humains, l'égalité de genre et les besoins en matière de climat, et ne remettent pas en question la légitimité des dettes.

Pour sortir de l'esclavage de la dette et rompre avec l'accumulation perpétuelle de dettes illégitimes et insoutenables, il faut transformer les règles et pratiques du prêt et de l'emprunt. Un pas décisif serait l'adoption d'une Convention-cadre contraignante des Nations Unies sur la dette, fondée sur la justice, les droits humains, la démocratie et l'équité — et non sur la recherche de profit ou la préservation du pouvoir. Cette Convention réorienterait les politiques de la dette vers les besoins humains et les limites planétaires, et ouvrirait la voie à un mécanisme international multilatéral démocratique et transparent pour traiter les dettes insoutenables et illégitimes.

3. Réformer en profondeur l'architecture fiscale internationale

Le système fiscal international est un pilier fondamental de l'ordre économique et financier mondial actuel — et aussi l'un des plus défaillants. Héritée du colonialisme et conçue pour protéger les intérêts des pays et entreprises les plus riches, cette architecture permet une évasion fiscale massive, des abus fiscaux par les multinationales, des flux financiers illicites et la perte de ressources publiques massives dans le Sud global, où une grande partie de la richesse mondiale est créée. Des centaines de milliards de dollars de recettes fiscales potentielles sont perdus chaque année à l'échelle mondiale, tant dans le Sud que dans le Nord.

En plus de l'adoption de taxes sur la richesse excessive, la spéculation et les atteintes sociales et environnementales, l'ensemble de l'architecture fiscale internationale doit être transformé : d'un système qui permet l'inégalité et l'impunité, à un système qui garantit l'équité, la responsabilité, l'inclusivité et les réparations. À cette fin, il est essentiel qu'une Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale (UN FCITC), démocratique et équitable, soit mise en place avec succès. Cela doit inclure la fin des paradis fiscaux et des juridictions opaques, la réattribution des droits d'imposition, la promotion de mécanismes et d'accords internationaux de transparence, comme le Registre public des bénéficiaires effectifs, l'Échange automatique d'informations et les Rapports pays par pays, ainsi que la limitation de la manipulation des prix de transfert. Les industries polluantes doivent être strictement réglementées et soumises à une surtaxe sur leurs bénéfices.

4. Réguler les flux de capitaux internationaux, les activités spéculatives, les instruments financiers et les agents financiers internationaux, y compris le rapatriement des bénéfices, les investissements de portefeuille à court terme, la spéculation sur les instruments financiers tels que les obligations, les titres et les dérivés, les marchés financiers y compris les marchés secondaires, les intermédiaires financiers et les agences de notation.

Les flux de capitaux internationaux et les marchés financiers exercent un immense pouvoir sur les économies nationales, les moyens de subsistance et la prise de décision publique. Pourtant, ce pouvoir est en grande partie non réglementé, les acteurs financiers pouvant déplacer des sommes colossales à travers les frontières à une vitesse fulgurante—sans égard pour les impacts sur les peuples, les sociétés ou la planète. Cette absence de régulation provoque une volatilité économique extrême, renforce les inégalités, perpétue la dépendance à la dette et agrave les crises, en particulier dans le Sud Global. Pour garantir la souveraineté et la stabilité économique et financière indispensables à une transition juste et rapide vers des économies durables et décarbonées, un système complet de régulation financière mondiale est urgent et nécessaire.

5. Repenser complètement, voire remplacer, les institutions financières internationales par des organes mondiaux démocratiques et équitables. Le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et d'autres institutions financières internationales (IFIs) ont joué un rôle central dans la

structuration du système économique et financier mondial au cours des huit dernières décennies. Elles ont influencé les politiques macroéconomiques, les dépenses sociales, les priorités de développement et les structures de gouvernance—en particulier dans le Sud Global. Ce faisant, elles ont enraciné les inégalités, aggravé la dépendance à la dette et maintenu des relations de pouvoir néocoloniales. Pour construire un ordre mondial juste et durable, ces institutions doivent être complètement repensées—voire remplacées—par des organes mondiaux véritablement démocratiques, inclusifs et équitables.

6. Mettre en place des mécanismes internationaux et nationaux pour une Transition Juste afin d'accélérer, consolider et réaliser une Transition Juste globale à travers l'ensemble des systèmes économiques et financiers — entre et au sein des pays — fondée sur les principes de responsabilité historique, d'équité, de Responsabilités Communes Mais Différenciées et de Capacités Respectives (RCMD-CR), ainsi que de justice redistributive et réparatrice.

Ce monde est à nous ! Levons-nous face aux crises, exigeons des réparations et changeons le système !

Notre monde est peut-être en crise, mais ensemble nous pouvons opérer un changement systémique aux niveaux local, national et mondial. Rassemblons notre volonté et notre force collective pour mener des actions et des mobilisations plus vastes et plus puissantes, sous diverses formes, dans le plus grand nombre de lieux et de pays possible!







SUR INVITATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (UNFPA), LE RÉSEAU DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (RJDC), REPRÉSENTÉ PAR M. TCHIEI KUISSON ALEXIS, TRÉSORIER GÉNÉRAL, ET MME EUNICE AMANI, MEMBRE ENGAGÉE, ONT PRI PART À UN ATELIER SUR LA MOBILISATION ET L'ÉLIMINATION DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE, LE JEUDI 3 JUILLET 2025, À LA RÉSIDENCE LYMANIA, SITUÉE À LA RIVIERA GOLF.

La fistule obstétricale est l'une des lésions les plus graves et les plus dangereuses pouvant survenir lors d'un accouchement. Elle se manifeste par une perforation entre le vagin et la vessie et/ou le rectum, généralement causée par un travail prolongé en l'absence de soins obstétricaux rapides et de qualité.

Organisé conjointement par l'UNFPA et le Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire (CNJCI), cet atelier visait à sensibiliser les participants à cette maladie grave et injuste, qui continue d'affecter de nombreuses femmes lors de l'accouchement.

La série d'allocutions a été ouverte par Madame Cissé Kadi, présidente du CNJCI, qui a insisté sur l'importance de la sensibilisation, de la collecte de fonds et de la mobilisation des plateformes numériques pour permettre aux femmes atteintes de fistule d'accéder aux soins.

M. Mohammed Ahmed Lamine, représentant de l'UNFPA, a exprimé sa désolation face aux souffrances endurées par ces femmes, tout en soulignant la réduction significative du nombre de cas ces dernières années grâce aux interventions de l'État.

De son côté, M. Tuo, représentant du Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfant et de la Santé, a partagé son expérience personnelle dans l'ouest du pays, où la fistule reste un problème préoccupant. Il a évoqué la détresse, la honte et la stigmatisation vécues par ces femmes, souvent rejetées par leur entourage. Il a lancé un appel aux jeunes, les invitant à se mobiliser pour atteindre l'objectif de collecte d'un milliard de FCFA, destiné à financer leur prise en charge.

Une vidéo émouvante a ensuite été projetée, présentant des femmes guéries grâce à des interventions chirurgicales prises en charge par l'État. Ces témoignages poignants ont renforcé la conviction que personne ne devrait subir une telle épreuve en donnant la vie.

Le Dr. Yao, responsable de la santé des enfants et des jeunes, a apporté des explications détaillées sur la fistule obstétricale. Il a rappelé que la campagne nationale de lutte contre cette maladie, lancée en mars 2025, se poursuivra jusqu'en décembre.





DANS LE CADRE DE NOTRE ENGAGEMENT BÉNÉVOLE AU SEIN DU PROGRAMME BIBLIOBULLE, NOUS AVONS ANIMÉ DEUX MATINÉES ENRICHISSANTES À L'ÉCOLE PRIMAIRE EPP MEA KOUADIO À MARCORY, LES VENDREDIS 27 JUIN ET 04 JUILLET 2025.

Cette matinée a été marquée par un bel instant de découverte et de plaisir autour du livre.

De 9h à 11h, les enfants ont participé avec enthousiasme à :

des lectures animées,
des activités d'écriture,
et des coloriages créatifs.

Puis, de 11h à 12h, une dynamique séance de chaise musicale a été organisée afin de détendre les enfants et bien démarrer leur week-end.

🎂 Un moment chaleureux a été consacré à souhaiter un joyeux anniversaire à une élève du jour, sous les applaudissements de ses camarades.

Trois animatrices étaient mobilisées pour assurer le bon déroulement des activités et encadrer les enfants dans la joie et la bienveillance.

 Vendredi 04 juillet 2025

Encore une belle matinée partagée avec les élèves de l'EPP Mea Kouadio, scindée en deux temps forts :

Temps de lecture : fidèle à la tradition BIBLIOBULLE, cette première partie a permis aux enfants de voyager à travers des histoires captivantes, tout en développant leur imaginaire et leur goût pour la lecture.

Atelier de bricolage : les enfants ont ensuite réalisé de magnifiques fleurs en papier 🌸. Un geste tendre, puisque plusieurs d'entre eux ont confié vouloir offrir leurs créations à leurs mamans ❤️.

👩‍🏫 Une fois encore, trois animatrices ont encadré les ateliers, veillant à la participation active et joyeuse de chaque enfant.

Ces deux journées ont été riches en émotions, créativité et apprentissage. Le programme BIBLIOBULLE continue de semer des graines de curiosité, de partage et de tendresse dans le cœur des enfants.



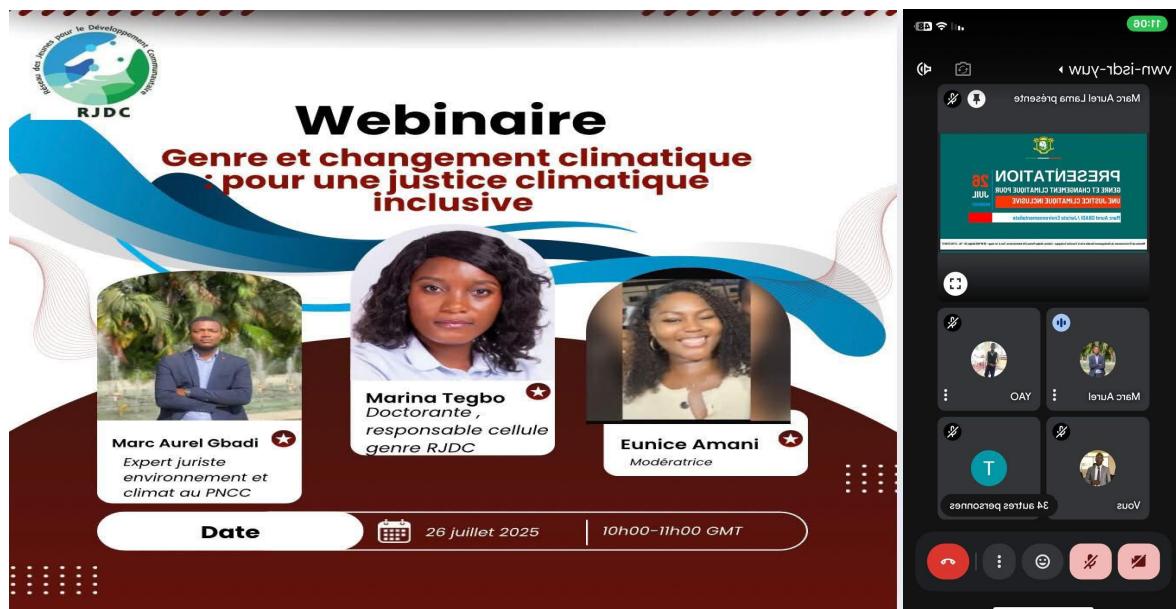
🌐🌟 WEBINAIRE RÉUSSI ! MERCI À TOUTES ET À TOUS ! 🌟🌐

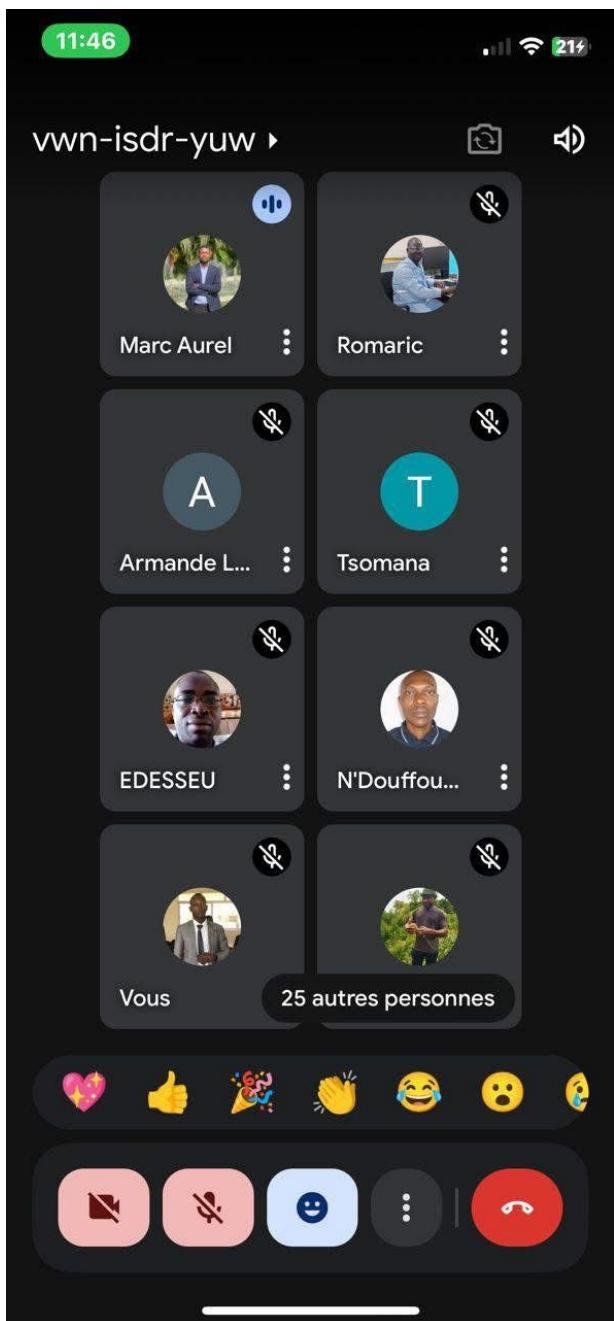
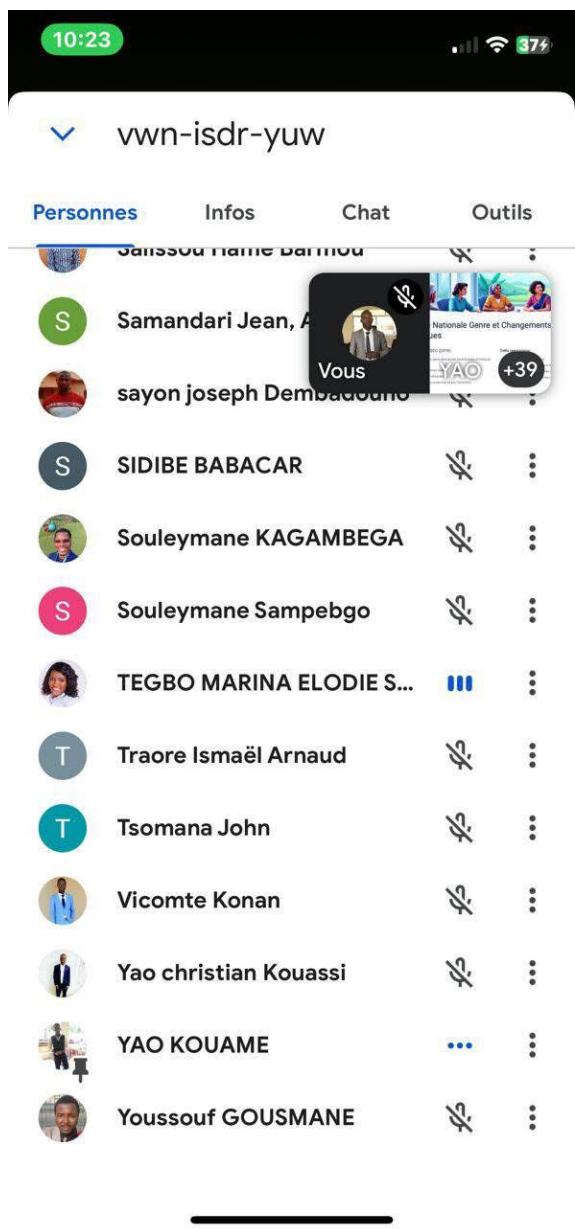
NOTRE WEBINAIRE SUR LE THÈME « GENRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE INCLUSIVE » A ÉTÉ UN VÉRITABLE SUCCÈS ! 🙌🏾

Nous avons eu l'honneur d'accueillir des participants venus de plusieurs pays, témoignant de la richesse de nos échanges et de l'intérêt croissant pour une action climatique équitable et inclusive. 🌱💬

🙏🏾 Un immense merci à notre équipe organisatrice, à nos panelistes engagés et inspirants, ainsi qu'à toutes les personnes présentes pour leur participation active.

Ensemble, continuons à bâtir un avenir juste, équitable et durable pour tous·tes ! 💪🏾





JOURNÉE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES.

LIEU : MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ABIDJAN

DATE : 30 JUILLET 2025

PARTICIPATION : RJDC CÔTE D'IVOIRE

1. Contexte de l'événement

La Journée mondiale de la lutte contre la traite des personnes a été célébrée ce 30 juillet 2025 à Abidjan, au ministère des Affaires étrangères. Cette journée vise à renforcer les actions contre ce crime organisé et à sensibiliser la population sur ses impacts humains, économiques et sociaux.

2. Déroulement et temps forts

a) Remise officielle du rapport 2024

Le rapport annuel 2024 sur la lutte contre la traite des personnes a été présenté. Il révèle :

393 cas d'exploitation économique,

14 cas de mariage forcé,

71 cas d'exploitation économique,

15 cas de servitude domestique,

3 cas d'exploitation sexuelle,

4 cas de mendicité forcée.

En termes d'actions :

57 322 personnes ont été sensibilisées,

Formation renforcée des acteurs,

Production de 3 000 supports de communication,

Assistance et réinsertion de 326 000 victimes identifiées.

b) Remise de prix aux structures et personnes distinguées

La cérémonie a récompensé les acteurs majeurs de la lutte, en présence de :

Excellence Madame la Ministre,

L'Ambassadrice des États-Unis,

L'Ambassadrice d'Italie, ainsi que des représentants d'organisations étatiques, ONG, et agences internationales telles que ONUDC, OIM, Expertise France, HCR.

c) Allocutions officielles

Discours de Madame Jessica Ebic Ba, Ambassadrice des États-Unis :
Elle a salué les efforts du gouvernement ivoirien et des partenaires internationaux. Elle a rappelé que la lutte repose sur trois piliers : protéger les victimes, punir les trafiquants et prévenir l'exploitation. Elle a insisté sur le thème de l'année :

> « La traite des personnes est un crime organisé, sans frontières. Nous allons gagner ce combat. »

Témoignage de M. Hervé N'Dri, ancien migrant victime de traite au Koweït : Il a partagé son expérience d'esclavage moderne et présenté son livre « Migrant devenu esclave », un récit poignant de résilience et de sensibilisation.

Allocutions des représentants d'ONG engagées, notamment Expertise France (Mme Soweta Bonnet) et le leader de l'ONUDC, qui ont réaffirmé leur soutien aux efforts de lutte.

d) Autres moments marquants

👉 Prestation d'un slam engagé illustrant la lutte contre la traite.

👉 Remise de dons en nature et en espèces aux victimes et structures impliquées.

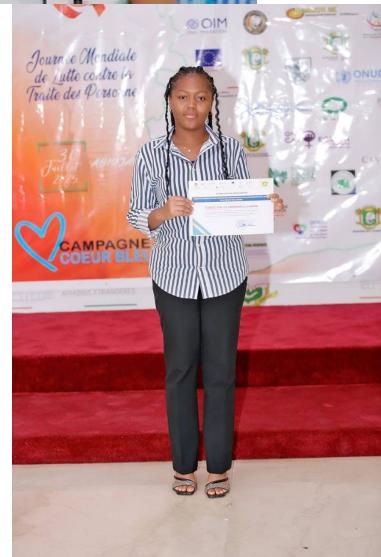
👉 Allocution de Madame la Ministre de la Cohésion sociale et de la Solidarité, qui a clôturé la cérémonie en appelant à une mobilisation collective.

👉 Danse de clôture assurée par les artistes « soldats des 18 montagnes », apportant une note culturelle à l'événement.

3. Conclusion

La cérémonie a mis en lumière les avancées réalisées et les défis persistants dans la lutte contre la traite des personnes. Le RJDC Côte d'Ivoire, présent à cet événement, a renouvelé son engagement à poursuivre ses actions de sensibilisation et de plaidoyer pour éradiquer ce fléau.







LE RÉSEAU DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE D'IVOIRE EST HEUREUX DE VOUS ANNONCER SA PARTICIPATION À L'ATELIER RÉGIONAL DE SENSIBILISATION DES ACTEURS DES (OSC) SUR LES EXIGENCES DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME.

Cet atelier, organisé par le Groupe Intergouvernemental d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA)s'est tenu du 24-26 juin 2025 au Nigeria, et a réuni des participants des pays de la #ECOWAS #CEDEAO. Une expérience enrichissante, En tant que organisation de la civil, engagée, cette participation nous a permis de mieux comprendre les enjeux de la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme ,d'identifier les risques associés et d'apporter des perspectives pour combattre ce fléau.

Les OSC, cible vulnérable

Cet atelier était dédié aux OSC, car elles peuvent être utilisées par les réseaux criminels pour blanchir de l'argent ou financer des activités terroristes.

Auparavant, nous pensions que le blanchiment d'argent se limitait à la fabrication de faux billets, mais nous avons découvert d'autres méthodes complexes :

- Fausses facturations
- Utilisation de sociétés écrans
- Détournement de fonds humanitaires

le blanchiment de capitaux est un processus illégal qui consiste à dissimuler l'origine criminelle de fonds obtenus par des activités illicites (trafics, corruption, fraude) pour les réintégrer dans l'économie légale en leur donnant une apparence licite. Ces fonds peuvent servir au financement du terrorisme ou à des fins personnelles.

Une responsabilité collective

La lutte contre la LBC/FT n'incombe pas seulement au #GIABA ou aux gouvernements : c'est l'affaire de tous.

Les OSC, étant proches des populations, sont des relais essentiels pour :

- Sensibiliser via les médias, les plaidoyers, les campagnes
- Dénoncer les cas suspects

-Renforcer la transparence financière

Si des terroristes frappent, personne n'est à l'abri. C'est pourquoi je vous invite, chers acteurs de la société civile, à devenir ambassadeurs de cette lutte aux côtés du GIABA.

Recommandations aux OSC

Pour se prémunir des risques, les OSC devraient :

-Mettre en place une comptabilité rigoureuse (traçabilité des fonds)

-Ouvrir un compte bancaire dédié (éviter les transactions en cash)

-Maintenir à jour leurs documents administratifs (transparence)

-Former leurs membres sur les risques LBC/FT

-Collaborer avec les autorités en cas de soupçons

Un grand merci au GIABA pour cette formation , Merci à Coach #RéginaBANDE

TIENSBANDE pour cette opportunité et ses précieux conseils, à Alexis Kuisson

Tchiei pour son soutien, à MR DEDI Roland pour sa confiance,

Cet atelier est terminé, mais pas notre engagement ,La lutte contre le blanchiment et le terrorisme est un combat communautaire qui nécessite une mobilisation permanente. Ensemble, protégeons nos économies et notre sécurité.





CE VENDREDI 29 AOÛT 2025, LE RÉSEAU DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (RJDC), REPRÉSENTÉ PAR MME CATHERINE DAH, A ORGANISÉ EN COLLABORATION AVEC LE CONAD-CI, REPRÉSENTÉ PAR MME AÏDARA FATEME, CHARGÉE DE PROGRAMME AU RAIDH, UNE ACTIVITÉ DE RESTITUTION DE L'ATELIER RÉGIONAL DE SENSIBILISATION DES ACTEURS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) SUR LES EXIGENCES DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LBC/FT).

Cet atelier initial, organisé par le GIABA (Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest), s'était tenu à Lagos, au Nigeria, du 24 au 26 juin 2025.

L'événement de restitution, qui a réuni des participants de la société civile et de la presse, avait pour objectifs de :

- Sensibiliser et partager les compétences acquises lors de l'atelier régional ;
- Expliquer les responsabilités des OSC dans le suivi de la LBC/FT ;
- Identifier des mécanismes de dénonciation efficaces ;
- Proposer des outils et un suivi citoyen adaptés au contexte local ;
- Discuter des bonnes pratiques à adopter face aux défis de ce fléau.

Si l'activité est à présent terminée, notre engagement, en revanche, ne l'est pas. Il nous appartient de nous impliquer davantage dans cette lutte cruciale, car les conséquences du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme concernent l'ensemble de la société et ne sauraient être l'affaire du seul GIABA.



CE JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025, DANS LES LOCAUX DE L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE, LE RÉSEAU DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE, EN COLLABORATION AVEC AFRICA RISING, LE COLLECTIF DES ÉTUDIANTS SOLIDAIRES DE CÔTE D'IVOIRE ET LE CLUB LEADER DES ÉTUDIANTS FRANCOPHONES, A ORGANISÉ UN ATELIER DE SENSIBILISATION SUR L'IMPACT GLOBAL ET LOCAL DES #ÉNERGIES #FOSSILES : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DURABLE. CETTE ACTIVITÉ S'INSCRIT DANS LE CADRE DES FOSSIL FUEL DAYS.

Cet atelier a vu la participation d'organisations de la société civile et de nombreuses autres associations militant pour une transition énergétique et la protection de l'environnement. Les participants ont été formés par Monsieur Mohamed KABORÉ, ingénieur junior en gestion énergétique et solutions solaires, disposant d'une expérience dans l'audit énergétique de niveau 1 et 2 et la mise en œuvre de projets photovoltaïques. Monsieur DEDI Roland Olivier, activiste, les a ensuite entretenus sur l'engagement des jeunes et leur contribution à la protection de l'environnement au sein de la communauté. Cette mobilisation témoigne de l'importance que ces différents acteurs accordent à la protection de l'environnement et à la construction d'un avenir énergétique durable pour la Côte d'Ivoire et pour le monde.





**ATELIER NATIONAL POUR LA MISE EN PLACE DU RÉSEAU NATIONAL
DU HUB RÉGIONAL DU BILAN MONDIAL INDÉPENDANT (IGST) POUR
L'AFRIQUE DE L'OUEST, EN CÔTE D'IVOIRE. CET ATELIER S'EST TENU
AU CENTRE D'EXCELLENCE WASCAL/CEA-CCBA ET A ÉTÉ ORGANISÉ
PAR WASCAL (WEST AFRICAN SCIENCE SERVICE CENTRE ON
CLIMATE CHANGE AND ADAPTED LAND USE).**

LE 7 OCTOBRE 2025

Cette activité a été marquée par la participation de 28 organisations de la société civile, du représentant du ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique, M. Konan Mathieu Kouassi, du Professeur Kouassi Edouard, Directeur de WASCAL Côte d'Ivoire, du Dr. Kwame Hachman, Coordonnateur du Hub Régional iGST pour l'Afrique de l'Ouest, ainsi que de l'équipe de WASCAL.

L'objectif de cet atelier était de mettre en place le réseau national du Hub Régional du Bilan Mondial Indépendant (iGST) pour l'Afrique de l'Ouest en Côte d'Ivoire, de définir les critères d'un membre actif du réseau – centrés sur une participation active –, et de procéder à la nomination du point focal national. C'est l'organisation Collectif des Leaders pour le Développement Durable de l'Afrique, représentée par le docteur Topo Aimé, qui a été élue et choisie par l'ensemble des OSC comme point focal pour la Côte d'Ivoire, afin d'accompagner cette mission.

Ce réseau ne représente pas seulement une action, mais une initiative de résilience pour faire face aux défis du changement climatique. Car, seul on va vite, mais ensemble on va plus loin. Intégrer ce réseau régional est une belle opportunité pour nous, en tant qu'OSC actrices du développement durable





LE RJDC À LA PRÉ-COP30 : UNE JEUNESSE IVOIRIENNE ENGAGÉE POUR L'ACTION CLIMATIQUE

Ce vendredi 11 octobre 2025, le Réseau des Jeunes pour le Développement Communautaire (RJDC) a pris part à la Pré-COP30, tenue de 10h à 17h, un cadre stratégique préparatoire à la 30^e Conférence des Parties sur le Climat (COP30).

Cet espace d'échanges a réuni des acteurs institutionnels, des organisations de la société civile, des jeunes leaders et des experts pour renforcer la participation nationale dans la lutte contre le changement climatique.

Représenté par Kouamé Yao Wilfried, le RJDC a contribué activement aux discussions portant sur :

la transition énergétique juste et inclusive, condition essentielle pour réduire les émissions et favoriser un développement bas carbone ;

les mécanismes d'adaptation et de résilience communautaire face aux impacts croissants du changement climatique ;

la mobilisation des jeunes et des femmes comme catalyseurs d'innovation et de transformation sociale ;

la gouvernance climatique et la coopération multipartite, afin de garantir une approche intégrée et équitable dans la mise en œuvre des politiques climatiques.

Cette rencontre a également permis d'aborder les priorités nationales pour la participation de la Côte d'Ivoire à la COP30, notamment la révision des contributions déterminées au niveau national (CDN), la finance climatique, et l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans les politiques publiques.

À travers cette participation, le RJDC réaffirme sa volonté d'être un acteur clé dans la promotion de l'éducation environnementale, du leadership jeune et de la collaboration intersectorielle pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.

Ensemble, faisons de la jeunesse ivoirienne un moteur d'action pour un avenir vert, équitable et résilient



